

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Juppé, Alliot-Marie, Fillon, Borloo, les
"sortants-revenants" :

Un gouvernement de combat anti-social

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 2 juin 2007

Démocratie & Socialisme

Tout a été présenté sur les médias aux ordres comme dans un film glamour, avec des photos et des scènes convenues. De façon faussement spontanée, Roselyne Bachelot-Narquin, ou Xavier Bertrand attendaient, heureux, dans un café, la " confirmation " qu'ils sont promus.

L'une "à la santé, à la jeunesse et aux sports" se chargera d'appliquer les "franchises " de un à cent euros promises par le candidat pour dissuader les pauvres de trop se soigner...

L'autre, devenu ministre du travail, est déjà chargé d'embobiner les syndicats et de tout faire pour les diviser, afin de faire passer sans trop de heurts la remise en cause du droit de grève, la suppression du premier tour réservé aux syndicats dans les élections professionnelles, l'extension de la durée du travail par les heures supplémentaires coûtant moins cher aux employeurs, le contrat "unique" sous forme de CNE étendu à tous, le licenciement remplacé par la "séparabilité", la mise en place du nouveau Code du travail promulgué le 7 mars avant le 30 septembre, et la réécriture de toute sa partie réglementaire avant le 30 décembre.

Il a aussi charge de faire tomber les meilleures retraites que des salariés ont encore, cheminots notamment (cette dernière catégorie étant le coeur de cible de la première offensive prévue par ce gouvernement).

Ils peuvent jouer les gens simples et émus, entourés de leurs chefs de cabinet, porte paroles, et gardes du corps. La télévision présente celle qui s'offre et a frappé hardiment aux portes de Sarkozy, comme la "révélation". Elle va être ministre de la justice, Rachida Dati : une ambitieuse prête à tout, en effet, et qui, en dépit de ses origines sociales modestes, va se charger des lois répressives contre ses frères et proches des quartiers où elle est née...

Alliot-Marie à l'intérieur et Brice Hortefeu à "l'immigration et à l'identité nationale" feront le reste : charter, contrôles tatillons des parents sans-papiers, esbroufe pour garder les voix de Le Pen, contre la "racaille".

Jean-Louis Borloo a la charge de l'économie et de l'emploi, mais pas des Finances, c'est tout dire : il va continuer à inventer des nouvelles chandelles toute la journée pour mieux éclairer le gouffre dissimulé du chômage. Il va saupoudrer pour les employeurs les rares fonds qui resteront après diminution des recettes de l'état, après baisse des droits de succession, après la mise en place du bouclier fiscal, après les multiples cadeaux faits au plus riches. Ils vont de pair à Airbus à Toulouse, Sarkozy et Borloo, annoncer qu'ils vont augmenter les parts des actionnaires privés, et même verser des fonds publics pour les y appâter.

Celui qui va faire les cadeaux, ça tombe bien, c'est Eric Woerth, le financier de l'UMP devient carrément le financier de l'état. Tout à la solde des "comptes" de Sarkozy il fera comme celui-ci l'entend : siphonner les salaires pour mieux remplir les caisses des actionnaires (Vincent Bolloré est en attente). Il a aussi la charge de la fonction publique, il doit la compresser comme un citron, augmenter les charges de travail en diminuant les effectifs.

Il n'y aura donc pas davantage les ressources nécessaires pour l'enseignement supérieur et la recherche pris en main par Valérie Pécresse, la porte parole de l'UMP aura affaire aux étudiants. Les postes en moins dans l'éducation, ce sera Xavier Darcos. Cela ne laissera pas non plus beaucoup d'espace à Juppé-le-retour, ministre d'état, pour faire du "développement durable" et de l'écologie. Ni pour la ministre du logement pas social, Christine Bouttin, ennemie du Pacs, est chargée de "vendre leurs HLM" aux "mariés" pauvres, qui, comme l'a dit Sarkozy doivent tous devenir propriétaires !

Justement, Martin Hirsch est chargé d'un "haut-commissariat à la lutte contre la pauvreté". La haute bourgeoisie, grande fortune mondiale, Christine Lagarde est nommée à l'agriculture. La responsable de la culture, Christiane

Albanel est aussi la porte parole du gouvernement : il n'y aura pas d'improvisation avec les intermittents. Pour l'essentiel c'est un gouvernement de "revenants-sortants" qui va continuer en pire ce qui s'est passé depuis 2002.

Que tout cela n'empêche pas Kouchner l'ex-socialiste pro-guerre contre l'Irak, aidé de Jean-Pierre Jouyet riche européen libéral (initiateur des "Gracques", cette escouade de hauts technocrates qui osaient appeler en mars 2007 les socialistes à... ne plus l'être), de faire la politique extérieure de Sarkozy que même Chirac n'osait pas faire. En tout cas, ils servent de caution - débauchée - à la prétendue "ouverture" que Sarkozy veut offrir aux yeux des naïfs, avant les élections législatives et après, si on n'a pas pu les en empêcher, ils entrèrent tous en action pour le compte du Medef et du Cac 40.

Au passage en un jour, Sarkozy ne s'est pas seulement taillé un gouvernement à sa botte, il a neutralisé l'Ump, changeant le principe de désignation de son président et éventuel prochain candidat : sachant comment il s'est imposé dans cet appareil de godillots, il ne veut surtout pas de la même permissivité pour un autre dans les années à venir. On ne sait jamais, si celui qu'il a nommé Premier ministre, et qu'il fait pour l'instant courir en jogging avec lui, avait des velléités...

Sarkozy pour 10 ans ?

C'est l'enjeu des votes des 10 et 17 juin